

De quoi la politique municipale RN de Perpignan est-elle le nom ?

David Giband

En 2020, le Rassemblement national a remporté les élections municipales à Perpignan. Six ans plus tard, David Giband analyse les effets d'une gestion municipale idéologique, centralisée et conflictuelle, au sein d'un territoire traversé par de fortes disparités socio-économiques.

La prise de Perpignan¹ par le Rassemblement national (RN) aux élections municipales de 2020 se distinguait dans un contexte national où le parti avait perdu 598 conseillers municipaux par rapport à 2014. Présentée par Marine Le Pen comme une « ville trophée » (Lebourg *et al.* 2026), il s'agit de faire de Perpignan la vitrine de la gestion d'une grande ville par le RN. Après les échecs des gestions municipales frontistes des années 1990 à Vitrolles, Marignane, Orange et Toulon, l'enjeu est important pour le RN. Vice-président et artisan de la dédramatisation du parti, Louis Aliot, élu avec 53 % des voix devant un front républicain mené par le maire sortant Les Républicains, souhaite renvoyer l'image rassurante d'une équipe municipale compétente, capable de gérer une ville de plus de 100 000 habitants, quitte à minorer son appartenance au RN ; *Le Nouvel Obs* titrait en juin 2020 : « Louis Aliot, le frontiste masqué² ». Toutefois, Perpignan n'est pas qu'un trophée. C'est aussi une vitrine où s'expérimente, non sans heurts, une gestion municipale entre l'affichage d'une action de proximité non partisane et la nationalisation des enjeux municipaux. Ce constat, relevé dans d'autres villes gérées par l'extrême droite (Paxton 2023), revêt deux dimensions singulières : celle de la personne du maire Louis Aliot, ancien conjoint de Marine Le Pen et vice-président du RN, et celle de la ville : pauvre (34 % de la population vit sous le seuil de pauvreté en 2021) et fragmentée en communautés (Gitans, Maghrébins, pieds-noirs).

Toutefois, derrière une action municipale présentée comme non partisane, se construit une gestion idéologisée de la ville. Au terme de cinq ans de mandat se dévoile une politique sans projet de territoire qui se définit par une conflictualité avec les autres niveaux territoriaux, ravivant des conflits anciens avec le département (de gauche) et en inaugurant d'autres avec la métropole, Perpignan Méditerranée Métropole (PMM)³.

Une gestion idéologisée : rhétorique de proximité et nouvelle identité territoriale

Louis Aliot s'est fait élire à la tête d'une « liste d'ouverture de rassemblement local⁴ », agglomérant dans son électorat des segments sociaux très divers, « allant du bourgeois au

¹ 120 000 habitants, préfecture des Pyrénées-Orientales.

² <https://www.nouvelobs.com/elections-municipales-2020/20200626.OBS30517/louis-aliot-le-frontiste-masque-de-perpignan.html>.

³ De droite, au sein de laquelle la ville RN est minoritaire.

⁴ Présentée comme une liste d'ouverture, la liste (sans l'étiquette RN) conduite par L. Aliot fait la part belle aux personnalités du monde socio-économique (une figure du milieu culturel, des représentants des grandes familles

Gitan » (Giband *et al.* 2021). Lors de la campagne, L. Aliot a, en effet, travaillé à se distinguer des municipalités précédentes de centre-droit, puis de droite, dont il avait dénoncé le clientélisme, le clanisme et l'incapacité à interrompre le décrochage économique et social de la ville.

Dès sa prise de fonction, il met l'accent sur deux éléments présentés comme autant de ruptures : la proximité (qualifiée pendant la campagne de politique du quotidien) et l'identité territoriale. La proximité, mot de prédilection du lexique de l'action publique, renvoie surtout à une rhétorique d'une action municipale non partisane, à rebours des pratiques supposément clientélistes des équipes précédentes, proche de tous les Perpignanais.

Quant à l'identité territoriale, et contrairement à d'autres villes gérées par le RN, la position de Louis Aliot ne s'inscrit pas dans sa réappropriation (Faury 2021). S'opère, au contraire, une recomposition de celle-ci au fondement d'une gestion idéologisée de la ville. Cette recomposition sert autant à se démarquer du projet municipal précédent qu'à la déclinaison d'une identité « bleu blanc rouge » au détriment de l'identité catalane traditionnelle « sang et or⁵ ». Abandonnant le slogan « Perpignan la Catalane » pour « Perpignan la rayonnante », la ville se dote d'un logo où figure saint Jean-Baptiste, rappelant le blason de la section perpignanaise de l'Action française. Ancien porte-étendard des politiques urbaines des municipalités Alduy (centre-droit, 1993-2009) puis Pujol (LR, 2009-2020), « Perpignan, la Catalane » est rattaché à un projet urbain décrié par Louis Aliot et associant grands équipements (théâtre de l'Archipel, gare TGV), réappropriation de l'identité catalane et coopération transfrontalière avec la Catalogne voisine.

Ce choix s'inscrit également dans une mise à distance de l'identité catalane. Derrière l'affirmation « Catalans d'accord, mais Français d'abord⁶ », se lit l'ambivalence du RN face à l'identité catalane. D'un côté, la municipalité abandonne toute référence à la catalanité, minore la place du catalan dans la vie municipale (baisse des dotations aux écoles bilingues, arrêt des mariages en catalan présentés par Louis Aliot comme illégaux). Et de l'autre, elle compose avec une catalanité omniprésente : les deux clubs de rugby, les fêtes locales (San Jordi, par exemple).

À l'inverse, la nouvelle imagerie territoriale portée par la municipalité mobilise un passé colonial nostalgique et éloigné de l'identité catalane : celui des pieds-noirs, de la « nostalgie⁷ », de la mémoire des harkis ou de l'OAS. La municipalité fait de Perpignan le lieu d'une contre-mémoire coloniale à des fins électorales (pour un électorat de descendants de pieds-noirs et de harkis⁸). Instituant Perpignan « capitale des Français d'Algérie » (figure 1), elle multiplie les actions : soutien financier aux expositions sur les victimes du Front de libération nationale, au cercle algérien qui promeut une mémoire nostalgique de l'Algérie française, drapeaux en berne le 19 mars... Deux squares et un parc sont rebaptisés du nom de figures locales de l'extrême droite⁹.

bourgeoises, des entrepreneurs) et aux novices en politique (retraités, commerçants, employés). Elle n'inclut que très peu de transfuges (une élue LR).

⁵ En référence aux couleurs jaune et rouge du drapeau catalan.

⁶ Voir en ligne : <https://dis-leur.fr/catalogne-louis-aliot-dit-catalans-daccord-francais-dabord/>.

⁷ En référence à l'ouvrage de Gaston Guigon (*Nostalgie...erie ou nostalgie de l'Algérie*, 1971), qui décrit l'entretien par certains pieds-noirs d'une mémoire coloniale nostalgique.

⁸ Dont des représentants figurent sur les listes de L. Aliot en 2014 et en 2020.

⁹ Un chef de l'OAS député des Pyrénées-Orientales (P. Sergent), une figure contestée des Français musulmans d'Algérie (M. Kaouah), un champion olympique, milicien condamné à la Libération et figure de l'extrême droite radicale (P. Jonquères d'Oriola).

Figure 1. « Perpignan, capitale des Français d’Algérie »



Une de *Perpignan, ma ville*, juin 2022.

Cette gestion idéologisée se poursuit au sein des quartiers populaires, où les associations œuvrant au développement social font l’objet de « pressions permanentes à basse intensité¹⁰ ». Les voix dissidentes des associations perçues comme politisées donnent lieu à des tactiques de mise sous silence : refus de mise à disposition de locaux, de créneaux (stades, piscine), baisse ou suppression des subventions, contrôle tatillon des normes d’hygiène et de sécurité. Deux exemples défraient la chronique : le Fil à métisser (association de soutien aux femmes gitanes en centre-ville) et le Foyer laïque du Haut-Vernet (association d’éducation populaire), conduisant à la fermeture de la première et à de graves difficultés financières pour la seconde¹¹.

Une gouvernance mayorale centralisée et conflictuelle

Cette gestion idéologisée s’inscrit dans une gouvernance mayorale réduite à quelques acteurs. Très vite ressort le faible poids politique des colistiers de Louis Aliot et l’importance d’un appareil municipal décrit comme le bureau du maire¹². Cette gouvernance associe autour du maire : le chef de cabinet, le directeur général des services, l’épouse du maire (directrice adjointe de la communication) et l’adjoint à la culture (figure intellectuelle locale) et s’appuie sur des relais directs au sein des services administratifs. Le bureau centralise les décisions, établit la stratégie de communication et est omniprésent dans la gestion de la ville, notamment lors des absences du maire (en raison de ses engagements nationaux au RN). La reprise en main de plusieurs services (départs de chefs de service, nouvelles nominations) signale un fonctionnement décrit comme centralisé, fermé et autoritaire. Cette gestion centralisée nourrit des tensions au sein de l’équipe municipale, conduisant au renvoi du directeur de cabinet (pour

¹⁰ Entretien avec un responsable associatif, 2024.

¹¹ Lire l’article en ligne : <https://www.lindependant.fr/2025/03/13/il-ne-suffit-pas-dannoncer-publiquement-des-contre-verites-pour-les-rendre-vraies-passe-darmes-entre-louis-aliot-et-le-directeur-administratif-du-12567474.php>.

¹² Entretien avec un cadre de la mairie, juin 2021.

perte de confiance)¹³ et à la démission de deux adjoint·es, dont l'une dénonçait « une ville aux mains d'une cour de favoris¹⁴ ».

Le bureau du maire coordonne une communication abondante, en écho à la ligne du parti sur l'immigration, le communautarisme religieux, la sécurité. L'adoption de l'uniforme dans deux écoles, l'opposition au projet d'une rue de la gastronomie orientale alimentent une communication sur les tenues religieuses ou la kebabisation de la ville par un maire très présent sur les chaînes d'information. L'édition 2025 du festival de photojournalisme Visa pour l'image est l'occasion d'instrumentaliser le massacre du 7 octobre 2023 en organisant une contre-exposition. Ce qui permet à Louis Aliot de rappeler son rôle d'artisan de l'épuration des effectifs antisémites du RN et d'abonder la stratégie de dédiablement du RN auprès de la communauté juive. D'autres actions vont dans ce sens : remise de la médaille de la ville aux époux Klarsfeld, appui à une association (Beth Habad 66) pour installer un centre communautaire juif dans une demeure historique du centre-ville appartenant à la municipalité.

Une politique sans le(s) territoire(s)

L'équipe municipale fait preuve d'une faible appétence pour les questions d'urbanisme et de développement territorial. Alors que plusieurs enjeux ont été identifiés dans le programme de la mandature (traitement de l'entrée nord de la ville, doublement du parc des sports, transformation du palais des expositions en salle omnisports, restauration de bâtiments historiques), aucun ne voit le jour. Les projets de parcs à thème un temps évoqués (le Puy du Fou catalan, le parc aquatique du Mas Delfau) peinent à prendre forme. Incompatibles avec le SCOT et le PLUi-D¹⁵, ils sont rejetés par le conseil communautaire de PMM au motif d'être déconnectés des enjeux de la métropole. Le premier, présenté comme le Puy du Fou catalan puis comme un Futuroscope du cinéma, sans appui financier, fait long feu. Le second, très contesté dans un département soumis à d'importantes restrictions d'eau, paraît peu réaliste.

Le PLUi-D, compétence de PMM, devient l'épicentre des conflits avec les élus périurbains. La marge de manœuvre de la municipalité y est faible, la délégation à l'urbanisme étant occupée par un maire hostile au RN, limitant les compromis. Les élus RN de Perpignan à PMM dénoncent un PLUi qui ne prend pas en compte les intérêts de la ville, bloquant son adoption par un vote du conseil municipal. Au-delà des conflits ressort l'isolement politique d'une ville au cœur de son intercommunalité et pour laquelle Louis Aliot avait perdu en 2020 la présidence au profit de la droite (figure 2).

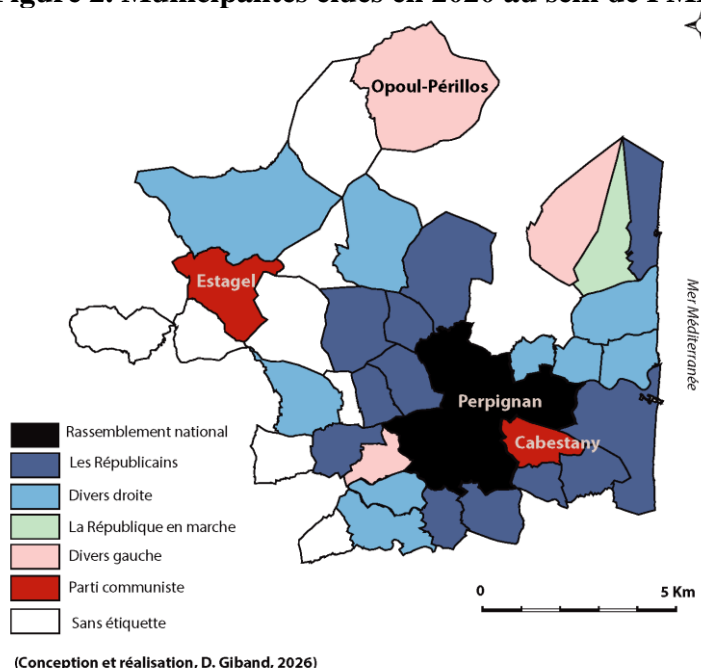
Les questions d'urbanisme sont souvent réduites à une judiciarisation de l'action municipale. C'est le cas de la requalification de la rue de la Cloche-d'or en une artère gourmande orientale. La municipalité, opposée à l'installation de chaînes de restauration halal, préempte en 2022 les locaux commerciaux mais sera déboutée en justice. Elle s'enferme dans un conflit juridique avec le conseil départemental sur la requalification en poste de police municipale d'un hôtel appartenant à ce dernier. En 2022, elle attaque en justice un autre projet, la requalification du monastère Sainte-Claire en un collège catalan, pour lequel elle sera déboutée.

¹³ Symbole de l'ouverture de L. Aliot, il a travaillé avec l'ancien maire, J.-P. Alduy (centre-droit), puis comme directeur de cabinet de la présidente socialiste du Conseil départemental.

¹⁴ Voir : <https://www.francebleu.fr/infos/politique/perpignan-l-adjointe-aux-finances-de-louis-aliot-demissionne-8189443>.

¹⁵ Schéma de cohérence territoriale, Plan local d'urbanisme intercommunal déplacements.

Figure 2. Municipalités élues en 2020 au sein de PMM



Les interventions portent surtout sur le centre-ville, vitrine de l'action municipale. Aux opérations d'animation commerciale (stationnement gratuit le samedi, festivités) s'ajoutent celles à finalité sécuritaire (vidéosurveillance, recrutement de policiers municipaux – figure 3).

Figure 3. La sécurité à Perpignan



Photo : D. Giband, 2023.

Dans les quartiers populaires, hormis les projets du N-PNRU¹⁶ qui poursuivent des lignes engagées depuis 2015 (renouvellement urbain des quartiers prioritaires, rééquilibrage de l'offre de logements sociaux vers les communes de périphérie), se succèdent désinvestissements

¹⁶ Nouveau programme national de rénovation urbaine.

(baisse des dotations du CCAS et des maisons de quartier) et privatisation d'une crèche municipale. À Saint-Jacques, quartier gitan pauvre du centre-ville, contrairement à ses engagements électoraux, la municipalité démolit une vingtaine de logements insalubres, faisant craindre aux habitants un risque de gentrification.

Si la ville a été présentée comme un trophée puis comme une vitrine de la gestion RN, force est de constater que Perpignan fait davantage office de vitrine brouillonne. Dépourvue de projet de territoire, celle-ci amalgame gestion idéologisée, refonte de l'identité territoriale, conflits avec la métropole et attaques sur les associations aux antipodes des valeurs du RN. Ces changements idéologisés suscitent des résistances. Le lancement en 2022 du festival antiraciste Nostre mar, par SOS Racisme et des militants de gauche en réaction aux démarches de contre-histoire coloniale, ou encore la création en 2024 du tiers-lieu Nautilus (à destination des habitants et des associations des quartiers engagées dans des actions solidaires) sont autant de voix discordantes. Loin de pénaliser la municipalité, cette gestion ne nuit pas à l'image de Louis Aliot, pas plus que ne lui nuit son procès dans l'affaire des assistants parlementaires du RN. Un récent sondage IFOP¹⁷ indiquait que 70 % des sondés lui accordaient leur confiance.

Bibliographie

- Faury, F. 2021. « Extrême droite partisane et rôles municipaux. Le travail de représentation d'élus municipaux du Front National », *Pôle Sud*, n° 54, p. 139-153. URL : <https://shs.cairn.info/revue-pole-sud-2021-1-page-139?lang=fr&tab=texte-integral>.
- Giband, D., Lebourg, N. et Sistach, D. 2021. « La prise de Perpignan par le RN. Chronique d'une conquête annoncée », *Pôle Sud*, n° 54, p. 91-109. URL : <https://shs.cairn.info/revue-pole-sud-2021-1-page-91?lang=fr>.
- Lebourg, N., Giband, D. et Sistach, D. 2026. *Perpignan : populisme et droitisation*, Perpignan : Éditions Trabucaire.
- Paxton, F. 2023. *Restrained Radicals. Populist Radical Right Parties in Local Government*, Cambridge : Cambridge University Press.

David Giband est professeur des universités à l'université Perpignan Via Domitia et rattaché à l'UMR ART-DEV. Ses recherches s'inscrivent dans le champ de la géographie sociale et de la géographie urbaine et traitent principalement des inégalités sociospatiales et des politiques urbaines, plus particulièrement dans les quartiers pauvres. Ses terrains de recherche se situent aux États-Unis et en France. Il travaille sur des thématiques comme la pauvreté, l'éducation ou le logement. Il a publié : D. Giband, N. Lebourg et D. Sistach, « La prise de Perpignan par le RN : chronique d'une conquête annoncée », *Pôle Sud*, n° 54, 2021 ; coordonné avec Nora Nafaa : « Les États-Unis en 2022 : une géographie sociale », *L'Information géographique*, numéro spécial, n° 86, 2022 ; et, avec N. Lebourg et D. Sistach, *Perpignan : populisme et droitisation*, Perpignan, Éditions Trabucaire, 2026.

Pour citer cet article :

David Giband, « De quoi la politique municipale RN de Perpignan est-elle le nom ? », *Métropolitiques*, 19 février 2026.

URL : <https://metropolitiques.eu/De-quoi-la-politique-municipale-RN-de-Perpignan-est-elle-le-nom.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2259>.

¹⁷ IFOP pour la mairie de Perpignan, mars 2025.